

La pénurie de profs... surtout après la rentrée

Le manque de profs et d'instituteurs inquiète déjà les directions d'écoles. Surtout dès l'automne

Tant les syndicats que les directions d'écoles redoutent surtout une pénurie d'enseignants pour les remplacements à effectuer à partir de l'automne. Dans notre région, ce sont surtout les profs de géographie, de physique, de maths et de langues qui ne peuvent satisfaire la demande. Une des raisons ? 50 % de gens diplômés quittent le métier après 5 ans.

« La pénurie d'enseignants devient extrêmement problématique, commente Paul Roland, directeur diocésain à Mons (enseignement catholique). Ce problème est exacerbé par la mise en œuvre du décret titres et fonctions... »

En mai dernier, le SeGEC (Secrétariat général de l'enseignement catholique) rappelait à la ministre de l'Enseignement Marie-Martine Schyns l'urgence de prendre des dispositions concernant la pénurie des enseignants. « La situation est particulièrement préoccupante dans une série d'écoles où, faute d'enseignants, des élèves ont parfois été privés de certains cours pendant de longues semaines. Cette situation ne peut perdurer, et des mesures doivent être prises sans plus tarder », note le SeGEC.

Cette pénurie se répète depuis environ une dizaine d'années, relève la CSC Enseignement. « Le problème survient non pas à la rentrée mais plus tard lors-

qu'il faut remplacer des profs, observe Bernard Detimmerman, permanent à Mons-Borinage. La difficulté est de trouver des professeurs pour un remplacement de courte durée. » C'est surtout pour les cours de maths, de langues et de sciences que la pénurie se fait ressentir. Plusieurs éléments expliquent cette situation.

« On constate que 50 % des gens diplômés ont quitté le métier après cinq ans, explique le syndicaliste de la CSC. Les nominations tardent et du coup on ne stabilise pas assez les gens dans leur fonction.

De plus, on a dépossédé les enseignants de leur profession. Tout le monde a son avis et l'enseignant a de moins en moins à dire ! Par contre on le rend res-

**CGSP : pour
contrer la pénurie,
il faut créer une
réserve
d'enseignants**

ponsable de ce qui ne va pas. Sans oublier la réputation que l'on prête aux enseignants par rapport à leurs jours de congé ou le nombre d'heures qu'ils prestent par semaine. »

À la CGSP Enseignement, Philippe Jonas, secrétaire régional, constate pour sa part de profondes pénuries mais à diffé-

rents moments de l'année et variables selon les fonctions.

« Dans l'enseignement secondaire, degré supérieur (4, 5 et 6^{ème} années), il y a une réelle pénurie de professeurs de physique et de géographie », souligne la CGSP.

Que faire pour ne plus laisser des élèves sans un cours pendant des mois ?

Pour Philippe Jonas, il faut créer une réserve d'enseignants « qui seraient payés durant toute l'année, même s'ils ne travaillent pas. »

Car en réalité, beaucoup de jeunes enseignants rechignent à faire des remplacements en acceptant des « bouts d'horaire »... Souvent ceux-ci préfèrent refuser la proposition en se disant que plus tard ils obtiendront une situation plus stable.

À la SeGEC, on attend impatiemment les propositions du groupe de travail mis en place par la ministre Schyns. Celui-ci devrait rendre une série de propositions afin d'atténuer la pénurie.

REVOIR LE DÉCRET

« Nous attendons aussi des assouplissements par rapport au décret titres et fonctions, intervient le porte-parole du SeGEC. Nous ne disons pas que ce décret crée de la pénurie mais il faudrait plus de souplesse afin de faciliter le recrutement d'enseignants dans certains cas. Le système actuel est trop rigide. »

CL.W.

Enseignement primaire

CGSP : grosse pénurie d'instituteurs début 2018

A Mons-Borinage, selon la CGSP-Enseignement, la pénurie la plus spectaculaire au cours de l'année scolaire 2017-2018 s'est marquée dans les écoles primaires. « *A partir de février, on ne trouvait plus d'instituteurs* », commente Philippe Jonas, permanent. Une situation qui pourrait se répéter cette année ? « *Dans trois mois, on connaîtra à nouveau une pénurie* », poursuit la

CGSP en se basant sur un échange avec la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Dans l'enseignement communal montois, on ne craint pas de pénurie pour la rentrée. « *Mais nous allons déjà solliciter des jeunes qui viennent de sortir*, explique l'échevine Catherine Houdart. *Car dès octobre, il faudra déjà prévoir deux repos de maternité.* » ●

La galère pour certains...

Instituteur : 442 €/mois de chômage

Même si la pénurie est moins criante dans l'enseignement primaire à Mons, la situation des jeunes instituteurs qui débutent n'est pas toujours enviable ! Diplômée en 2015, Aurélie (25 ans) sera - enfin - reprise à temps plein en tant qu'institutrice et pour une année complète dans une école communale de Mons dès la prochaine rentrée scolaire. Une excellente nouvelle après les 11 remplacements qu'elle a connus dans neuf écoles différentes !

Lors de sa première année dans l'enseignement, Aurélie a effectué cinq remplacements dans

trois communes. Une situation qui s'est répétée grosso modo l'année suivante.

Comment vit-on ces emplois de courte durée et les incertitudes des lendemains ? « *Le souci, c'est qu'on doit se lever tôt le matin et puis attendre que le téléphone sonne... On peut vous appeler dès 8 h du matin ou après-midi pour remplacer quelqu'un au pied levé!* » Ce qui peut être stressant, d'autant que refuser une proposition est très mal perçu...

Sur le plan financier, la situation que vit un jeune instituteur à la recherche d'un emploi stable

n'est pas du tout enviable : tant qu'il n'a pas presté une année complète, il perçoit une indemnité de chômage de 17 euros par jour. Soit une rentrée mensuelle de 442 euros...

Jonathan (25 ans), également jeune instituteur, a déjà connu neuf écoles en trois ans. Il entamera cette année scolaire par un remplacement de trois semaines. Après ? « *Cette situation devient de plus en plus fatigante* », commente ce jeune instituteur chez qui le doute quant à son métier s'est installé... ●

CL.W.